

Les outils qui ne nous appartiennent pas : Construire la résilience à travers l'Europe et l'Afrique

Document d'apprentissage
Événement communautaire Egregor
15 Juillet 2026



A EGREGOR COMMUNITY EVENT

The tools we don't own

Building Digital Resilience across Europe and Africa



15 July 2026
12.00-13.30 CEST



ONLINE



Yann Dmitri Engoue

President of AfrikaNova Global Network, Business development and digital transformation specialist



Paschal Onuroah

Perplexity AI Business Fellow and Data and Analytics Leader



Vincent Danjean

Head of the Cyberspace and New Technologies Laboratory at Interpol and chair of the Scientific and Ethics Committee at Egregor (Moderation)

Les outils qui ne nous appartiennent pas : Construire la résilience à travers l'Europe et l'Afrique

Document d'apprentissage · Événement communautaire Egregor · En ligne · 15 juillet 2026

Animé par : Vincent Danjean, chef du Laboratoire Cyberspace et Nouvelles Technologies d'Interpol et président du Comité scientifique et d'éthique d'Egregor. Vincent a passé plus de deux décennies à Interpol, d'abord comme responsable de la sécurité de l'information d'une organisation couvrant 196 pays membres, puis, depuis 2018, à la tête d'un laboratoire consacré aux technologies émergentes, à leur impact sur la criminalité et les forces de l'ordre, et à l'extraction de données à des fins d'enquête.

Intervenants

Yann Dmitri Engoue : président d'AfrikaNova Global Network, un réseau panafricain de laboratoires d'idées et d'action présent dans plus de dix pays africains, et spécialiste du développement des affaires et de la transformation numérique. Yann préside la Commission Innovation, Transformation Numérique et R&D de l'APEC, l'association des petites entreprises du Cameroun, et a participé à la Global Shapers Community du Forum économique mondial. Son travail consiste à aider les écosystèmes à composer avec leurs dépendances technologiques, à tirer parti des solutions open source et à bâtir des infrastructures numériques résilientes et localisées.

Paschal Onuroah : Business Fellow chez Perplexity AI et responsable data et analytics, fort de plus de neuf ans d'expérience dans la transformation de données opérationnelles brutes en systèmes évolutifs, fiables et prêts pour l'IA. Paschal est cofondateur de ComplianceIQ, une plateforme pilotée par l'IA qui automatise la collecte de preuves et les contrôles de conformité réglementaire ; de RootSense.io, qui accélère le tri des incidents et l'analyse des causes racines pour les équipes d'ingénierie des données ; et de SmartFleet Technologies, une entreprise nigériane de mobilité qui développe des logiciels et des réseaux d'échange de batteries pour la livraison du dernier kilomètre. Il est actuellement ingénieur data principal dans une entreprise américaine et accompagne la nouvelle génération de professionnels de la donnée.

Résumé exécutif

La plupart des organisations, et la plupart des États, fonctionnent sur des infrastructures numériques détenues et contrôlées par d'autres. Cet événement communautaire d'Egregor a réuni des praticiens autour d'une question : à quoi ressemble la résilience dans une telle situation de dépendance ?

Trois couches ont structuré la discussion. Sur le matériel, l'énergie s'est révélée être la contrainte déterminante, et le modèle public-privé dominant produit des installations détenues localement mais exploitées par des acteurs étrangers, les revenus suivant l'exploitant. Sur le logiciel, l'open source est

apparu comme un facteur d'égalisation qui transforme un coût de licence en coût de compétence, précieux là où le savoir-faire existe pour l'adapter aux langues et aux contextes locaux. Sur les personnes, le talent a été désigné comme le principal levier de l'Afrique, à condition que la formation aille jusqu'à l'application. Chaque couche ramenait à la même exigence : celle d'une capacité qui se construit lentement.

La conclusion qui revenait sans cesse est que la souveraineté se compose de décisions concrètes. Cela recouvre l'endroit où résident les données, l'identité de l'exploitant de l'infrastructure, celle de qui écrit le code, et celle de qui est formé pour l'entretenir.

Introduction

L'Afrique détient environ **30 % des réserves mondiales de minerais critiques** indispensables à l'électronique et au matériel d'IA, mais ne capte qu'environ **10 % des revenus mondiaux** générés par ces ressources. Comme **65 % de la population africaine a moins de 25 ans**, le potentiel d'un avenir auto-déterminé, façonné par une jeune main-d'œuvre qualifiée, existe bel et bien ; encore faut-il pour cela mettre en place l'infrastructure numérique, l'autonomie et les compétences qui serviront de socle à l'innovation et à la croissance de demain.

De nombreux cadres continentaux existent déjà, comme la Stratégie de transformation numérique de l'Union africaine, le Cadre de politique des données de l'UA ou la Convention de Malabo. À cela s'ajoutent des programmes externes, portés par des acteurs comme l'UE ou la GIZ, qui soutiennent les stratégies nationales de gouvernance des données. La difficulté principale consiste à traduire ces cadres en infrastructures, en code, en compétences et en pratiques opposables.

La souveraineté numérique n'est pas seulement une idée ; c'est un choix. Vous choisissez où vos données sont stockées, qui contrôle votre infrastructure et qui développe vos solutions. - Vincent Danjean

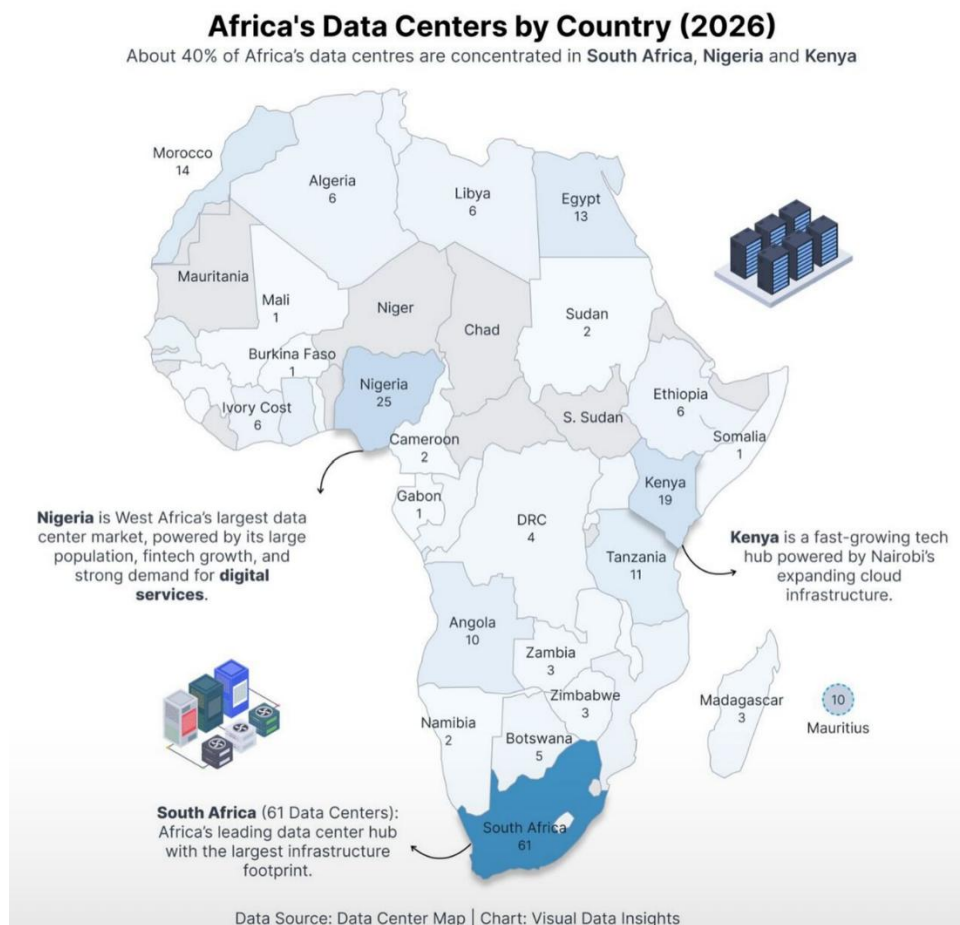
Partie I - Le matériel : le sol sous la pile technologique

Le premier tour de table s'est penché sur la couche physique : centres de données, connectivité et énergie nécessaire pour faire fonctionner les deux. Dans de nombreux pays africains, les réseaux mobiles se sont déployés à une vitesse remarquable, transformant en profondeur le quotidien d'une population très jeune. Les centres de données ont suivi une logique différente, et plus lente.

Pourquoi construire des centres de données, et pour qui ?

Au Nigeria, l'obligation de localisation des données imposée par la Banque centrale, qui exige que les données de paiement et les informations personnelles identifiables soient conservées sur le territoire national, est devenue le moteur visible du développement local. Environ **25 centres de données** sont aujourd'hui en activité au Nigeria, et la plupart sont **largement sous-utilisés**, la demande n'ayant pas encore rattrapé l'offre domestique. L'incitation commerciale repose davantage sur le potentiel que

sur la demande actuelle : une population en croissance, la plus forte concentration de licornes du continent et une adoption numérique qui s'approfondit.



Un constat important a été que l'Afrique a la possibilité de construire cette infrastructure numérique autrement. Le travail de plaidoyer en Afrique centrale a souvent consisté à convaincre les administrations de construire des centres de données intégrant **dès la conception les considérations environnementales et énergétiques**. Ce plaidoyer doit partir de la base : pour beaucoup d'administrateurs, le sujet est entièrement nouveau, et un travail considérable est nécessaire ne serait-ce que pour établir en quoi la question importe.

Interrogé sur les dépendances les plus critiques auxquelles le continent africain doit s'attaquer dès maintenant, Yann a désigné une première priorité fondamentale : **l'accès à internet lui-même**. Dans de nombreux pays et régions, la contrainte n'est pas la sophistication du logiciel mais l'absence de connexion, en particulier pour les jeunes qui en sont les bénéficiaires visés. La donnée a été citée comme deuxième priorité, ce qui explique l'importance de sa protection locale.

La loi et la politique sont bonnes — il est très bon de les écrire. Mais il est très important de passer à l'action. - Yann Dmitri Engoue

La dépendance la plus préoccupante : l'énergie

Paschal a fait valoir que, si l'attention se porte largement sur la dépendance aux puces semi-conductrices, la contrainte déterminante se situe du côté de l'**énergie**. Le Nigeria dispose de ressources considérables mais ne produit pas assez d'électricité, et a dépensé massivement pour importer des panneaux solaires de Chine. Il importe également les batteries destinées aux installations solaires alors qu'il possède du lithium sur son sol, et malgré d'importantes réserves de gaz qui ne sont que partiellement exploitées. Des entreprises de production existent, mais le point de défaillance se situe souvent au niveau de la **distribution**.



Source: ISPI, license Creative Commons

Un exemple éclairant a été le partenariat du Burkina Faso avec une entreprise turque pour construire des capacités de production, dans une démarche explicitement présentée comme une quête de souveraineté énergétique. Dans ce partenariat, l'électricité nécessaire au fonctionnement de la centrale doit elle-même provenir du Ghana. La **dépendance est simplement déplacée**. Vincent a soulevé la question de la soutenabilité des pratiques : les minerais critiques sont limités, de sorte que toute stratégie fondée sur l'extraction doit opérer une transition vers les renouvelables pour tenir sur le long terme. Un membre de la communauté a fait remarquer dans le chat que la **Zone de libre-échange continentale africaine** est précisément l'instrument capable d'organiser ce type d'échange transfrontalier d'énergie et de ressources, et que les gouvernements devraient bien davantage l'utiliser à l'intérieur du continent.

La souveraineté énergétique, c'est vraiment un enjeu majeur. C'est là que la dépendance m'inquiéterait. — Paschal Onuroah

Discussion communautaire : à qui appartiennent-ils, et qui les exploite ?

Un membre de la communauté basé au Burkina Faso a posé une question sur les centres de données publics par rapport aux centres privés. Au Burkina Faso, l'installation est publique et les entreprises ne peuvent pas y héberger leurs applications. C'est un schéma courant dans de nombreux pays où l'État est en pratique le seul constructeur.

En réponse, un tableau contrasté s'est dessiné. Au Nigeria, la plupart des centres de données sont **privés**, seuls ceux qui hébergent les données des institutions publiques restant aux mains de l'État. Une part importante de ces capitaux privés provient de l'étranger, que ce soit via des opérateurs de télécommunications multinationaux disposant de filiales locales ou via le financement du développement pour les plus grandes installations. L'actif est local, mais le capital ne l'est souvent pas. Au Cameroun, une installation relève de l'opérateur télécom public, tandis qu'une entreprise camerounaise active en Afrique de l'Ouest et centrale a récemment construit un centre de données au Gabon avec le gouvernement de ce pays. Le partenariat public-privé a été défendu comme avantageux, parce que les deux parties apportent des choses différentes : **le public peut fournir le pouvoir réglementaire et le mandat, tandis que le privé se distingue souvent par sa vitesse de déploiement et sa précision technique**. L'administration publique seule tend à être lente.

Dans le modèle de PPP dominant, le gouvernement possède l'installation mais ne dispose pas de la compétence technique interne pour l'exploiter : l'exploitation part donc en appel d'offres. La majorité des offres retenues émanent d'**entreprises étrangères associées à des sociétés locales**. Même si l'infrastructure et les données restent locales, l'exploitation, elle, ne l'est pas, ce qui signifie que **les revenus de cette exploitation quittent le pays**. Les partenaires locaux accumulent bien des compétences au fil de ces partenariats, mais cela montre que la formation à l'exploitation est essentielle pour que les revenus restent sur place.

Partie II - Le logiciel : licences, open source et la question de la compétence

Le deuxième tour de table portait sur le logiciel. Une fois les centres de données et les infrastructures en place, il faut bien que quelque chose tourne dessus : du code, des plateformes, des algorithmes, une gouvernance des données. La question de cadrage était de savoir si l'open source constitue une voie vers une véritable souveraineté logicielle, ou simplement une autre forme de dépendance.

Au-delà de la licence : le transfert de technologie comme stratégie

La discussion s'est ouverte sur le constat que la pratique générale consistant à acheter des licences auprès d'une poignée de fournisseurs mondiaux entre clairement en contradiction avec toute prétention à la souveraineté. L'alternative proposée consiste à **restructurer la dynamique du partenariat**, à l'aide d'une analogie tirée de l'aviation. Les compagnies aériennes africaines ont historiquement exploité des flottes qu'elles ne possédaient souvent pas. Dans un modèle plus récent,

une compagnie entrant en partenariat a placé ses propres jeunes ingénieurs aux côtés de ceux du partenaire, directement sur le projet, de sorte qu'exploiter la technologie devenait une voie vers un **transfert technologique** plutôt qu'un simple achat. Le principe généralisé consiste alors à passer de partenariats commerciaux à des **partenariats opérationnels de long terme**, dans lesquels la formation d'ingénieurs locaux appelés à prendre la main est inscrite dès le départ dans l'accord.

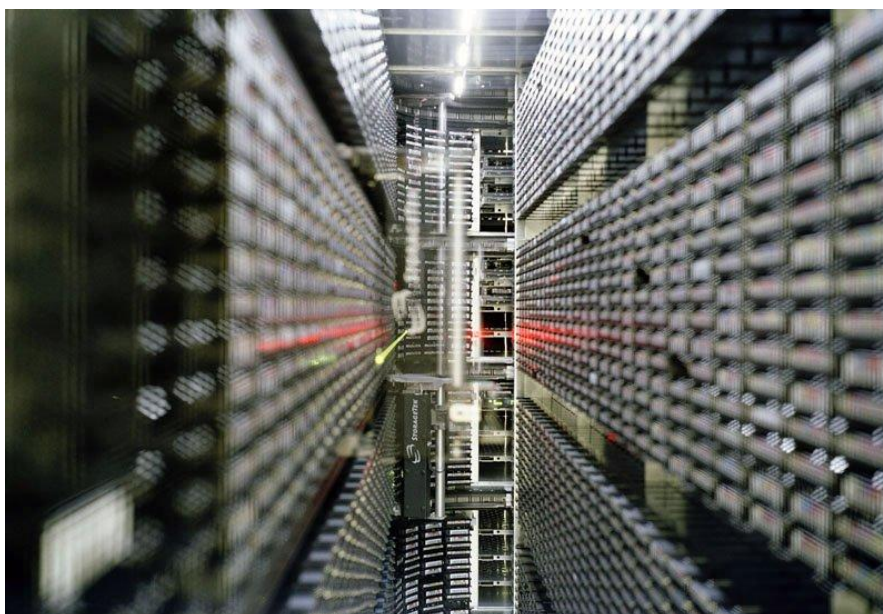
Vincent a souligné que c'est plus difficile qu'il n'y paraît : **la propriété intellectuelle limite de telles pratiques**. Les ingénieurs formés sur des systèmes propriétaires ne peuvent pas simplement transposer ce savoir dans un équivalent national, et les cadres juridiques régissant ce qui peut ou non être transféré sont plus aboutis dans certaines juridictions que dans d'autres.

L'open source comme facteur d'égalisation

Si l'open source est une piste prometteuse, le coût ne disparaît pas pour autant. Il **change de forme**. Le prix des licences devient le prix de la compétence. Que cela relève de la souveraineté ou d'une nouvelle dépendance dépend entièrement de la manière dont on sait s'en servir. Un cas instructif est l'accélération de la Chine dans l'IA : une capacité locale s'est construite par-dessus des travaux open source existants et des matériaux issus des premiers travaux de géants technologiques comme Google.

L'open source est un facteur d'égalisation. Ce que vous pouvez construire en Europe, vous pouvez le construire au Nigeria, le déployer sur votre propre serveur local et le faire tourner. - Paschal Onuroah

Se libérer d'une licence étrangère n'a d'intérêt que si **la technologie est suffisamment comprise pour être réadaptée** aux besoins et aux exigences réels du terrain. La question pertinente n'est donc pas « ouvert ou propriétaire », mais « avons-nous les talents pour faire nôtre l'open source ».



Source: The Energy Mix, license Creative Commons

Vincent a insisté sur l'importance de la réciprocité. L'open source fonctionne dans les deux sens : si l'on veut que les langues, les contextes et les priorités africains soient présents dans la pile commune sur laquelle tout le monde construit, **les développeurs africains doivent contribuer à ces projets**, et pas seulement y puiser. Un membre de la communauté a renforcé ce point sous un autre angle, en soulignant que si l'open source peut permettre un saut de génération, l'Afrique ne peut pas se positionner en consommatrice permanente de ce que d'autres ont construit. L'infrastructure de l'IA et du logiciel doit elle aussi être construite localement, sinon le saut retombe au même endroit.

Le contexte comme avantage comparatif

L'argument le plus fort en faveur de modèles locaux tient à l'intégration du **contexte culturel et linguistique**, que les grands modèles traitent mal et qui n'est même pas uniforme à l'intérieur d'un seul pays. Le Nigeria compte plus de **300 langues**. Dans un même État, une seule communauté peut parler trois langues distinctes, changeant d'un village à l'autre. Un grand modèle de langue mondial ne peut pas aider sur des problèmes locaux spécifiques susceptibles de surgir dans des villages ruraux.

Construire des modèles de fondation à partir de zéro exigerait du matériel et des ressources qui ne sont pas encore répartis sur le continent. La voie la plus praticable consiste à **prendre des modèles ouverts et à les réentraîner sur des données et des voix locales**. Cela se produit déjà : une jeune entreprise nigériane construit une plateforme d'agents vocaux comparable aux meilleurs produits américains en réentraînant des modèles ouverts sur la parole locale, produisant un système qui fonctionne dans les langues du pays. La faible couverture en GPU sur le continent et, là encore, la rareté des talents constituent de véritables contraintes. Il existe néanmoins des exemples, comme DeepSeek, qui montrent que les contraintes matérielles peuvent pousser les équipes vers des innovations d'efficacité.

Discussion communautaire : ce que tente l'Europe

Un membre de la communauté basé au Portugal a signalé une innovation européenne susceptible de porter des enseignements. **EuroLLM**, développé au niveau de la Commission européenne, fournit un modèle de base destiné à servir les 27 États membres. Le Portugal a repris cette base, l'a enrichie de la spécificité historique et culturelle du pays, et en a fait une **ressource publique nationale**. Dans une approche différente, la France a choisi de soutenir l'entreprise privée Mistral. La façon dont ces deux approches porteront leurs fruits mérite d'être suivie de près.

Une option envisageable pour l'Afrique pourrait être une **base continentale assortie d'extensions nationales** : un socle partagé qui assume le coût et le gros du travail, étendu par chaque pays avec ses propres langues, sa culture et ses spécificités. Une telle structure produirait quelque chose de plus inclusif qu'un modèle façonné majoritairement par des données américaines ou chinoises.

Partie III - Les personnes : talents, formation et capacité des administrations

Le troisième tour de table a enfin abordé ce que les précédents avaient déjà effleuré : la compétence. L'un des défis majeurs n'est pas seulement de former, mais de retenir les talents formés. S'appuyant sur son expérience de la formation dans les forces de l'ordre, Vincent a expliqué qu'une fois formées, les personnes quittent souvent le service public dans un délai d'un à deux ans, absorbées par le secteur privé.

Former pour appliquer, pas seulement pour savoir

Sans personnes capables de concevoir, d'adapter et de maintenir, aucun logiciel, aucun matériel et aucune licence ne peuvent produire de la souveraineté. Yann a présenté un projet pilote mené en partenariat avec la GIZ au Gabon, qui forme des jeunes, et a souligné l'importance d'inclure tous les secteurs dans la formation au numérique - raison pour laquelle le programme intègre également un cadre intermédiaire de l'administration publique. Le cursus commence par la compréhension de la souveraineté numérique, des grands modèles de langue et de la technologie. Des initiatives similaires sont portées par des organisations de la société civile en Afrique de l'Est, notamment au Kenya.

Le point générationnel a été formulé avec nuance. Les jeunes sont prioritaires parce qu'ils sont l'avenir du continent et qu'ils sont déjà techniquement proches de ces outils. Mais la génération plus âgée ne doit pas être mise hors jeu. Ce sont les **adoptants**, et ils doivent être tenus informés non seulement des arnaques, mais aussi de la manière dont la technologie elle-même évolue.

Pour les plus jeunes, l'objectif se situe un cran au-dessus de la littératie. La formation ne doit pas s'arrêter à savoir travailler avec un modèle ; elle doit produire la capacité d'**appliquer ce savoir à un problème réel et précis**. Paschal a décrit la cofondation d'une ONG bâtie exactement sur ce principe, axée sur les technologies de rupture et le matériel, où les participants sortent du programme après avoir produit de véritables solutions à des problèmes concrets. La transformation que promettent ces technologies advient par le savoir appliqué : dans la santé, dans l'agriculture, dans l'énergie.

Le talent est le principal levier de l'Afrique à l'échelle mondiale. - Paschal Onuroah

Les personnes formées peuvent bien sûr émigrer pour de meilleurs salaires, mais les fonds qu'elles renvoient au pays contribuent au développement. Celles qui restent élèvent le niveau de revenu national et, surtout, appliquent leur savoir localement. Dans les deux cas, investir dans le talent revient à investir dans celles et ceux qui construiront des solutions localisées, apporteront les capitaux pour le matériel et fourniront la capacité d'ingénierie dans dix et vingt ans. C'est le levier le plus lent, mais c'est aussi celui dont la portée est la plus longue.



Source : ONU Femmes/Ryan Brown, licence Creative Commons

Rapprocher le régulateur

Si les institutions fixent les règles, comprennent-elles assez bien la technologie pour les fixer correctement ? **L'innovation devance la régulation partout**, et pas seulement en Afrique. Il y a donc une réelle valeur à réfléchir en termes d'exposition et de proximité. Rapprocher suffisamment les décideurs publics du rythme d'adoption des technologies pour que les politiques qu'ils rédigent n'entravent pas la croissance qu'elles sont censées permettre est essentiel, tout comme la création de canaux permettant aux jeunes praticiens de contribuer à la réflexion politique.

L'obligation de localisation au Nigeria constitue précisément une **opportunité à saisir**. Si les développeurs se tournent par défaut vers les grands clouds étrangers, ce n'est pas par idéologie mais par commodité et par fiabilité. Le mandat donne aux fournisseurs locaux une raison de combler cet écart d'expérience et de rendre la localisation attrayante.

Partie IV - Perspectives finales : sobriété, briques partagées et finalité

Le tour de table de clôture a élargi la focale, des trois piliers vers les liens qui les unissent.

Adapté à la finalité, pas à l'échelle

Pierre Champsavoir, membre de la communauté, a fait valoir que le développement numérique devrait rester un outil au service d'une vie meilleure plutôt qu'une croissance pour elle-même. Les initiatives open source de **couche d'échange de données** déjà en place au Rwanda et, plus récemment,

au Bénin mettent en œuvre quelque chose de proche de la promesse originelle d'une infrastructure publique de données : une couche unique et cohérente hébergeant les données publiques, sur laquelle viennent se brancher les services numériques. La course qui se joue aux États-Unis, en Europe et en Chine n'a pas à être rejointe. Partir au contraire d'une position plus ouverte permet une **manière plus sobre et plus intentionnelle de concevoir l'infrastructure informatique**.

Cela présente aussi un bénéfice en matière de sécurité : **moins de solutions signifie moins d'exposition**, et une surface d'attaque réduite, plus facile à défendre. Une fois cela acquis, l'attention peut se porter sur l'égalité, la justice et un développement inclusif plutôt que sur l'accumulation.

La transition numérique n'a de raison d'être que si elle est conçue comme un outil pour une vie meilleure - pas pour le plaisir d'avoir plus de centres de données, plus d'IA, plus, plus, plus. - Membre de la communauté

Des briques partagées

MOSIP, la plateforme d'identité open source indienne, a été citée comme l'exemple d'une brique technologique que plusieurs pays peuvent adopter en commun : des composants partagés réduisent la charge de maintenance et rendent la cybersécurité bien plus maîtrisable qu'une mosaïque de systèmes nationaux sur mesure. Dans le même esprit, la blockchain publique peut servir de **protocole de transmission sécurisé et distribué**, offrant résilience, immuabilité et homogénéité entre les systèmes. Vincent a plaidé pour le potentiel des **technologies de renforcement de la confidentialité** : elles sont très largement sous-utilisées dans les solutions construites partout dans le monde, et pourraient être précieuses en Afrique pour permettre des échanges plus propres entre administrations et prestataires de services.

Ce que la blockchain a réellement débloqué

Malgré la forte adoption des cryptomonnaies au Nigeria, il n'est pas certain que cela se soit accompagné d'une compréhension répandue de la technologie sous-jacente. L'adoption a été portée par la **réserve de valeur** et, par moments, par la possibilité de contourner les frictions réglementaires. Mais l'application durable, ce sont les **paiements**. Payer un fournisseur en Chine prend conventionnellement deux à trois jours, là où la cryptomonnaie circule en quelques secondes. Cela explique la poussée actuelle de l'activité autour des **stablecoins**, visible dans les partenariats et les investissements que les grands acteurs mondiaux de l'infrastructure stablecoin dirigent vers les plus grandes fintechs nigérianes.

Mais il y a eu aussi une période où la cryptomonnaie a fonctionné comme un système d'enrichissement rapide et où **un très grand nombre de personnes ont perdu de l'argent**. Les applications hors paiements n'ont, pour l'essentiel, pas passé l'échelle : la tokenisation des données agricoles pour débloquent du crédit était prometteuse, les usages autour de la musique et des NFT n'ont pas pris. Le succès de la cryptomonnaie rejoint celui du téléphone mobile : celui-ci s'est répandu rapidement parce que poser du câble à travers le continent était irréalisable, et la crypto et la monnaie

électronique se sont répandues parce que des agences bancaires dans les villages n'étaient pas viables. **Le saut de génération se produit souvent là où l'infrastructure classique est en retard.**

Au-delà de la business intelligence

Une dernière discussion a porté sur le rôle de l'IA dans la conception des infrastructures. La business intelligence classique décrit **ce qui s'est déjà produit**, tandis que l'IA permet de **cartographier ce qui pourrait se produire**, en modélisant plusieurs scénarios, ce qui en fait un véritable intrant dans la conception des systèmes et des processus, et non une simple couche de reporting supplémentaire. Les bénéfices d'usage les plus importants sont ceux qui sont appliqués : la vision par ordinateur aidant les agriculteurs à diagnostiquer les problèmes de culture et à mieux décider, et des capacités d'imagerie parvenant à des établissements de santé où de tels diagnostics seraient autrement totalement indisponibles.

Vincent a cité **M-Pesa** comme un exemple remarquable de développement local pour des besoins locaux. Les réseaux GSM et l'IA sont arrivés comme des solutions construites ailleurs et adoptées parce qu'elles étaient là. M-Pesa a été conçu pour le continent, à partir des besoins des gens, et c'est pour cela que cela a fonctionné. La question qu'il vaut la peine d'emporter avec soi est : quoi d'autre, de **spécifique au continent**, pourrait être construit de la même façon ?

Enseignements transversaux

La souveraineté est un ensemble de choix concrets

Les décisions relatives à l'endroit où résident les données, à qui possède l'infrastructure, à qui l'exploite et à qui écrit le code sont ce qui crée la souveraineté. Une organisation ou un État peut répondre différemment à chacune de ces questions, et répondrait aujourd'hui probablement « ailleurs » à au moins deux d'entre elles.

Posséder n'est pas exploiter

Le schéma du PPP produit des installations détenues localement, hébergeant des données locales, mais exploitées par des acteurs étrangers, les revenus suivant l'exploitant. **Demander qui détient la compétence opérationnelle, et qui est formé pour en hériter**, est tout aussi important que de demander qui possède l'actif.

L'open source est un facteur d'égalisation, pas un raccourci

Il transforme un coût de licence en coût de compétence. Là où la compétence existe, il égalise réellement. Sinon, il substitue une dépendance à une autre. L'obligation de contribuer joue par ailleurs dans les deux sens, si l'on veut aboutir à des solutions véritablement spécifiques et adaptées.

La régulation est souvent en retard sur l'innovation

La réponse pratique tient à la proximité : exposer les décideurs publics au rythme du changement, ouvrir des canaux permettant aux jeunes praticiens de nourrir la réflexion politique, et traiter les agents publics comme une priorité de formation à part entière.

Tout le monde autour de la même table

La souveraineté numérique est un sujet qui dépasse les considérations techniques et les professionnels de la technique. Administrations publiques, entreprises privées et organisations de la société civile en détiennent chacune une pièce, et aucune des trois ne peut y parvenir seule.

Conclusion

Le fil conducteur de la session est que chaque couche de la question de la souveraineté se ramène à la même. Le matériel échoue sans énergie et sans opérateurs. Le logiciel échoue sans ingénieurs capables de le réadapter. Les cadres réglementaires échouent sans fonctionnaires qui comprennent ce qu'ils régulent. L'infrastructure peut être financée, le code peut être téléchargé, et ni l'un ni l'autre ne produit de souveraineté à lui seul.

Il y a de véritables raisons d'être optimiste. Le continent et son industrie sont jeunes et offrent la possibilité de construire autrement, avec les énergies renouvelables et la durabilité intégrées dès la conception. Les modèles ouverts rendent des capacités sophistiquées accessibles à quiconque possède les compétences pour s'en servir. L'expérience européenne d'EuroLLM propose une structure éprouvée — une base partagée étendue par des spécificités nationales — dont il vaudrait la peine de s'inspirer. Et le poids démographique, avec 65 % de la population de moins de 25 ans, constitue un véritable levier s'il rencontre une formation qui produit de l'application et pas seulement de la sensibilisation.

La souveraineté numérique n'est pas réservée aux informaticiens. Administrations publiques, entreprises privées, organisations de la société civile — de nombreux acteurs doivent être autour de la même table. - Yann Dmitri Engoue

L'enseignement principal est que la résilience se construit progressivement, par des pas abordables plutôt que par des transitions coûteuses du tout ou rien : une brique technologique partagée entre pays, une promotion formée, un modèle réentraîné sur des voix locales, un partenariat opérationnel rédigé de telle sorte que les ingénieurs prennent la main au bout du compte.



**L'organisation qui amplifie la portée
des innovations à fort impact social et
environnemental**

Egregor est un fonds de dotation (937 594 901) et
une association loi 1901 (W913015) enregistré en
France.

Contact

contact@egregor.net

www.egregor.net